



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question au Gouvernement n° 1208

Texte de la question

BUDGET POUR 2014

M. le président. La parole est à M. Thierry Mandon, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Thierry Mandon. Ma question, qui s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances, est relative à la situation économique de notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Fromion. Chacun sait qu'elle est excellente ! (*Rires sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Thierry Mandon. Nous avons débuté hier la discussion budgétaire sur la loi de finances pour 2014, qui va constituer le deuxième budget de redressement des comptes publics. Il est en effet marqué par la réduction du déficit budgétaire, la réduction du déficit structurel, la réduction du déficit de l'assurance maladie, la réduction du déficit des retraites, *et caetera...* Il est vrai que face à la montagne de dettes que nous avons trouvée, il était nécessaire de mener un effort d'assainissement des comptes publics

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Thierry Mandon. Cependant, ce budget ne se limite heureusement pas à la réduction des déficits. Il est également marqué par la volonté de créer les conditions de la croissance (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), notamment à travers le soutien à l'offre productive de notre pays, aux entreprises, à leur compétitivité, à l'innovation, à la création d'entreprises innovantes – un soutien sans précédent dans l'histoire budgétaire récente

M. Claude Goasguen. Ben voyons !

M. Thierry Mandon. Ce budget est également marqué par quelques mesures fortes en matière de pouvoir d'achat à destination de tous les Français, notamment avec le dégel enfin du barème de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire le fait que l'inflation sera désormais prise en compte dans ce barème, ce qui va concerner 15 à 20 millions de Français, mais aussi avec des dispositifs plus techniques, tels la décote ou le revenu fiscal de référence, qui permettront aux contribuables des premières tranches de l'impôt sur le revenu de payer moins d'impôt.

Tous les efforts que nous demandons au pays, toutes les impatiences que cela suscite, et que nous entendons, toutes les urgences qui s'expriment me conduisent à vous poser trois questions très simples, monsieur le ministre. (« *Deux minutes ! C'est terminé !* » *sur les bancs du groupe UMP.*) D'abord, pour vous, monsieur le ministre, quand se produira la reprise ?

M. le président. C'est terminé, monsieur Mandon.

La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, vous avez exposé d'une manière remarquable la philosophie de ce budget dont nous avons commencé l'examen hier, en compagnie de Bernard Cazeneuve. *(Rires sur les bancs du groupe UMP.)*

L'objectif de ce budget est de réduire les déficits que vous nous avez légués, mesdames et messieurs de l'ancienne majorité, des déficits himalayasques qui se trouvaient aux alentours de 5,3 % en 2011 et qui seraient restés au même niveau si nous n'avions pas entrepris de désendetter le pays, à un rythme compatible avec la croissance. Car la croissance, l'emploi, tels sont la philosophie et la finalité de ce budget.

Vous m'interrogez sur la reprise : elle est là ! J'ai assisté la semaine dernière aux assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et puis vous dire que, grâce à l'action de la France, le regard sur la zone euro a changé. Nous sommes déjà dans une dynamique de croissance, que nous voulons accentuer, au rythme de 1 % par an, au moyen des mesures en faveur de l'innovation que vous avez citées. La France est sortie de la récession, et la reprise est là ! *(« Vous mentez ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Nos finalités consistent à favoriser l'emploi, au moyen de la politique économique mais aussi de politiques spécifiques relatives à l'emploi. Elles consistent également à réduire les inégalités : vous avez mentionné la décote et la suppression du gel du barème, créé par la droite, je pourrais mentionner pour ma part toute une série de mesures relatives aux allocations, à l'augmentation du nombre de bourses allouées aux étudiants ou à celle du nombre de places d'accueil scolaire.

Voilà ce qu'est notre budget, monsieur le député. Il porte la marque d'une politique visant la croissance, l'emploi et la réduction des inégalités, et en même temps la réduction des déficits. C'est une bonne politique économique, qui mérite la confiance de la majorité et la confiance des Français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mandon](#)

Circonscription : Essonne (9^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1208

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 octobre 2013](#)